

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-yon

La Roche-sur-yon, le 6 mars 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 février 2024

### **Partie nominative**

**GAEC LA CHABOSSE**

La Chabosse  
85700 REAUMUR

**Affaire suivie par :** COUTAND Céline  
**Téléphone :** 02 51 47 12 72  
**Courriel :** celine.coutand@vendee.gouv.fr  
**Nos Références :** 24-0503 CC/BB  
**N° AIOT :** 0058502372

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 19 février 2024 de l'établissement GAEC LA CHABOSSE, implanté La Chabosse à Réaumur (85700). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

Céline COUTAND, Service environnement, inspectrice de l'environnement  
Blanche HAUSERMANN, élève administratrice des affaires maritimes (en stage)

#### **Participants à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

Jérôme COUTAND, associé  
Raphaël COUTAND, associé

Le courriel d'échange avec l'administration est : [gaeclachabosse@orange.fr](mailto:gaeclachabosse@orange.fr)

L'inspectrice de l'environnement  
spécialité installations classées,

  
Céline COUTAND

P/Le Directeur départemental de  
la protection des populations  
La Cheffe du service Environnement,

  
Katia ROINET



## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 19 février 2024 de l'établissement GAEC LA CHABOSSE, implanté La Chabosse à Réaumur (85700), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes :

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées :

- **Conformité de l'installation à la demande d'enregistrement** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 3

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-yon

La Roche-sur-yon, le 6 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GAEC LA CHABOSSE**

La Chabosse  
85700 Réaumur

**Nos Références : 24-0503 CC/BB**  
**Code AIOT : 0058502372**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 février 2024 dans l'établissement GAEC LA CHABOSSE, implanté La Chabosse à Réaumur (85700). L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC LA CHABOSSE
- La Chabosse - 85700 Réaumur
- Code AIOT : 0058502372
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GAEC LA CHABOSSE est autorisé à exploiter:

- un élevage avicole soumis à autorisation (72 200 cailles ou 16 750 poulets) par les arrêtés n° 09-DRCTAJE/1-293 et n° 92-DIR/1-1252 du 26 octobre 1992,
- un élevage porcin soumis à l'enregistrement (120 truies et verrats, 25 cochettes, 535 porcelets et 1483 porcs à l'engrais) par l'arrêté n° 19-DRCTAJ/1-672 du 12 décembre 2019,
- un élevage bovin (45 vaches allaitantes) soumis au RSD,
- un forage de 7 300 m<sup>3</sup> par an.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée ".

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'enregistrement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	APC (arrêté de prescriptions complémentaires à faire)
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Conforme
3	Intégration dans le paysage et	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	propreté		
4	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Conforme
5	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Conforme
6	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Conforme
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Conforme
8	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Conforme
9	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Conforme
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Conforme
11	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Conforme
12	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a	Conforme
13	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Conforme
14	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'élevage de porcs est bien tenu et toutes les non-conformités relevées en 2017 ont été corrigées. Par ailleurs, un arrêté de prescriptions complémentaires va être proposé à Monsieur le Préfet afin de mettre à jour l'arrêté d'enregistrement de 2019. En effet, les exploitants n'ont pas mis en œuvre leur projet de construction d'un nouveau bâtiment avec augmentation des effectifs et exportation des effluents vers une unité de méthanisation.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les installations de l'élevage de porcs ne sont pas exploitées conformément à l'arrêté portant enregistrement n° 19-DRCTAJ/1-672 du 12 décembre 2019 : <ul style="list-style-type: none"><li>- le bâtiment d'élevage et la fosse à lisier n'ont pas été construits,</li><li>- les effluents ne sont pas exportés vers une unité de méthanisation,</li><li>- les effectifs autorisés en 2019 sont de 1975 animaux-équivalents mais les effectifs actuels (1001 animaux-équivalents) sont restés identiques à ceux autorisés avant l'arrêté.</li></ul> L'article 1 de l'arrêté n° 19-DRCTAJ/1-672 précise que "l'arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, sauf cas de force majeure, ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement)". Un arrêté de prescriptions complémentaires va donc être proposé à Monsieur le Préfet afin de mettre à jour l'arrêté d'enregistrement de l'élevage de porcs du GAEC LA CHABOSSE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre des risques (article 14) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23)</li><li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li><li>- le cahier d'épandage y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li><li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30) et/ou le cahier d'enregistrement des compostages le cas échéant (cf. art. 39) et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li><li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les effectifs de porcs présents le jour du contrôle sont de 1 001,5 animaux-équivalents :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- 131 reproducteurs,</li> <li>- 455 porcs à l'engraissement et 6 cochettes,</li> <li>- 739 porcelets.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Les abords des bâtiments de porcs sont propres et sécurisés par des barrières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Nature et risques des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
<b>Constats :</b> Les exploitants ont présenté les fiches de données de sécurité des produits dangereux ou toxiques pour l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> La dératisation des locaux est assurée par les exploitants. Les produits sont stockés dans le local dédié avec les autres produits (nettoyage). Plusieurs boîtes d'appâtage sont positionnées en hauteur sur les tuyauteries dans les salles de l'élevage. Selon l'exploitant et le plan de dératisation, les combles sont également alimentés en appât afin d'empêcher la prolifération des rongeurs. La facture du produit PRODIMYOS a été éditée le 2 août 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> Le site dispose de pré-fosses sous les caillebotis (environ 495 m <sup>3</sup> ), d'une fosse circulaire non couverte de 282 m <sup>3</sup> et d'une fosse rectangulaire non couverte de 256 m <sup>3</sup> . <b>Non conformité résolue :</b> les fosses sont correctement grillagées et signalées par un panneau de danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : — s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; — par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précisées indiquant notamment : — le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; — le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; — le numéro d'appel du SAMU : 15 ; — le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.



**Constats :**

Selon les exploitants, le SDIS a récemment validé le point d'eau naturel situé à l'est du site comme DECI de l'élevage.

Deux extincteurs sont présents sur le site et ont été révisés le 21 mars 2023 par la société VIAUD.

Non conformité résolue : les numéros d'appels d'urgence et les conduites à tenir en cas de sinistre sont affichés à l'entrée du sas hygiène.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

**Constats :**

Non conformité résolue : les installations électriques et techniques de l'exploitation ont été vérifiées le 9 janvier 2024. Les exploitants sont informés que ces vérifications doivent être réalisées par un professionnel tous les ans puisqu'ils emploient un apprenti.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou

assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :**

Non conformité résolue : Les produits de nettoyage sont stockés dans une salle avant l'entrée dans l'élevage. Les bidons sont posés dans des rétentions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

**Constats :**

L'abreuvement des porcs, des bovins et le nettoyage des bâtiments porcins sont assurés en partie par un forage situé sur le site volailles de l'exploitation puis par le réseau public.

Selon les exploitants, l'eau du forage est parfois épuisable durant l'été.

Non conformité résolue : la consommation de l'eau du forage est enregistrée mensuellement sur un carnet papier.

La consommation de l'eau du forage (1 858 m<sup>3</sup> du 1 février 2023 au 1 février 2024) est bien inférieure aux prélèvements autorisés de 7 300 m<sup>3</sup> (lettre préfectorale du 10 octobre 2019).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Collecte et stockage des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :**

Le plan des réseaux de collecte des effluents de l'élevage de porcs a été présenté à l'inspectrice.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Plan d'épandage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'épandage répond à trois objectifs : - identifier les surfaces épandables, exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ; - identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ; - calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents.
<b>Constats :</b> Les lisiers de porcs sont repris en partie par le GAEC LA BOISSIERE et épandus sur les terres de l'exploitation (convention cosignée à jour). Les bordereaux d'échange des lisiers de porc (sous forme de tableau) de 2022-2023 sont correctement complétés et signés. Une analyse du lisier de porcs a été réalisée le 14 septembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
<b>Constats :</b> Les déchets de l'élevage de porcs sont évacués vers des filières adéquates. Ils sont stockés dans des conteneurs adaptés dans le local des produits de nettoyage (carton à néons, bac à aérosols, boîte pour ampoules chauffantes, boîte jaune pour les sondes à insémination, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b> L'exploitation porcine est équipée d'un congélateur pour le stockage des cadavres puis d'une zone équarrissage conforme en bord de route commune à l'autre site avicole et bovin. La société SECANIM a ramassé le 22 janvier 2024 à la fois des cadavres de porcs et de volailles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

